

## **Concertation sur la réforme de l'asile**

### **Scénario général**

#### **Un système d'asile déconcentré**

Ce schéma cible comporterait plusieurs changements significatifs par rapport au système actuel :

- un schéma d'orientation mis en œuvre par le préfet de région ;
- la suppression de la domiciliation en tant que préalable à l'enregistrement et à l'ouverture des droits du demandeur d'asile ;
- une déconcentration de l'OFPRA ;
- le recours à des structures spécifiques pour les personnes déboutées de leurs demandes d'asile ou les personnes sous procédure Dublin, confiées à des opérateurs ;
- le recours éventuel à des centres d'hébergement temporaires
- expérimenter le transfert du contentieux de l'asile vers les juridictions administratives de droit commun.

Ce schéma aurait vocation à se déployer progressivement. Une démarche expérimentale pourrait être engagée dans un premier temps.

### **I – Les grands principes**

#### **1. Un système d'orientation mis en œuvre par le préfet de région**

Ce système implique d'élaborer préalablement un schéma qui fixe la répartition des flux entre régions. Lorsqu'une région aura atteint un quota prédéfini, une réorientation vers d'autres régions devra s'opérer.

Le système d'orientation serait mis en œuvre à partir d'un schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile. Celui-ci serait soumis à une consultation des élus et des préfets de département. Il serait mis en œuvre par le biais d'une instance régionale, comprenant les associations, y compris celles qui ne sont pas gestionnaires, se réunissant à un rythme fréquent.

#### **2. Lier le versement d'une aide financière à l'acceptation d'une offre d'hébergement**

Ce scénario permettrait d'agir à grande échelle sur la répartition des flux, les demandeurs d'asile étant incités à choisir l'offre d'hébergement, malgré le risque de réorientation géographique. La dissociation de l'offre d'allocation et d'hébergement ferait en effet courir le risque d'un report massif sur le dispositif de veille sociale des personnes sollicitant l'aide financière mais ne souhaitant pas être hébergés hors des grandes agglomérations d'arrivée.

### **II – Le parcours du demandeur d'asile**

#### **1. L'OFPRA serait déconcentré**

Dans ce schéma, l'OFPPA serait la première autorité à laquelle tous les demandeurs d'asile s'adresseraient dans un premier temps. Suite à l'enregistrement de la demande, l'OFPPA renverrait vers les préfectures de région pour la détermination de la compétence de la France pour l'examen de la demande d'asile (Règlement Eurodac et Règlement Dublin) et l'admission automatique au séjour. En tant que premier point de contact du demandeur d'asile, il incomberait ainsi à l'OFPPA de procéder à l'information du demandeur d'asile en lui transmettant le guide du demandeur d'asile (rôle aujourd'hui joué par la préfecture).

Cette déconcentration de l'OFPPA ne peut toutefois être envisagée sans y affecter des effectifs complémentaires dont le niveau devra être expertisé en prenant en compte d'une part l'impact des garanties nouvelles de procédures ouvertes aux demandeurs d'asile par la réforme de l'asile et la transposition de la directive « procédures », ainsi que, d'autre part le degré de déconcentration des missions qui sera retenu pour l'OFPPA .

## **2. L'accompagnement du demandeur d'asile**

Le demandeur d'asile bénéficierait d'un accompagnement assuré par une plate-forme ou un centre d'hébergement. Ces structures collaboreraient avec l'antenne de l'OFPPA.

## **3. Un hébergement hétérogène : le maintien d'un équilibre entre CADA et HUDA avec un effort d'innovation pour réduire les nuitées hôtelières**

Le scénario déconcentré reposerait sur deux grands principes :

- le principe selon lequel le préfet de région est responsable de l'accueil des demandeurs d'asile en tenant compte des territoires et de l'hétérogénéité des demandeurs d'asile ;
- la sanctuarisation des structures CADA déjà existantes, soit 25 410 places, et la concentration des efforts sur la recherche de solutions alternatives aux nuitées hôtelières.

Dans ce modèle, l'effort budgétaire nécessaire pour accompagner la réforme de l'OFPPA limite les marges de manœuvre pour le réaménagement du parc d'hébergement. Les solutions apportées restent donc plurielles, à l'image du public pris en charge, ce qui peut aller de la prise en charge en CADA jusqu'à un hébergement simple, sans préjudice d'efforts d'harmonisation.

Il s'agit également de mobiliser beaucoup plus fortement les élus locaux qui ont un rôle à jouer dans l'accueil de ces publics, notamment par le recours au parc social (ou privé) vacant, comme alternative aux nuitées hôtelières.

Enfin, le renforcement du dispositif AT-SA est également préconisé comme solution économique alternative à l'hôtel, délivrant un accompagnement de proximité, qui pourrait être gradué en fonction des besoins et de l'autonomie des ménages.

Cette solution a toutefois le désavantage de démultiplier le type de structures, avec une visibilité complexifiée pour les instances d'orientation.

## **4. Des structures spécifiques dédiées à l'accompagnement vers le retour des personnes en situation irrégulière sur le territoire ou le transfert des demandeurs sous procédure Dublin**

Il s'agirait d'accompagner des demandeurs sous procédure Dublin pour leur transfert vers l'EM responsable du traitement de leur demande, ou les étrangers déboutés de leur demande pour leur retour vers leur pays d'origine, notamment pour dynamiser le dispositif d'aide au retour volontaire (ARV), qui ne recueille à ce jour qu'une adhésion très modeste

auprès des déboutés. Sur le modèle belge, les personnes déboutées de leur demande ou les demandeurs sous procédure Dublin seraient orientés vers des centres semi-ouverts ou ouverts, le cas échéant avec un système incitatif de poursuite du versement d'une allocation.

#### **5. Expérimenter le transfert du contentieux de l'asile vers les juridictions administratives de droit commun**

Dans cette expérimentation, qui pourrait être menée dans une ou deux régions à forte demande d'asile, les recours contre les décisions de l'OFPRA ne relèveraient plus de la compétence de la CNDA mais des tribunaux administratifs. Ce scénario comporterait la possibilité d'une tierce intervention du HCR à l'instance, dans les cas où il l'estimerait approprié.

Le traitement des recours par le juge administratif pourrait présenter plusieurs avantages sur le plan organisationnel : proximité (présence sur tout le territoire), capacité à statuer en urgence à juge unique, rapprochement du contentieux de l'asile et de l'éloignement. La juridiction administrative de droit commun devrait dans cette hypothèse bénéficier de renforts pour faire face à ces nouveaux recours.

L'expérimentation permettrait de s'assurer du maintien de la qualité des décisions rendues et de l'unité de la jurisprudence.